

Envoie et reçois instantanément de l'argent
 du Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Guinée Bissau*

Mixx, le premier et le seul mobile money qui connecte toute l'UEMOA

Mixx by **Yas** | **SPI**

* Pays de la zone UEMOA

N° 961 du 22 avril 2026 Prix 250 F cfa

LE MESSAGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité

Diplomatie régionale



Lomé séduit l'AES avec sa nouvelle feuille de route

P.3

Washington
Le Togo accélère ses réformes et sécurise de nouveaux leviers financiers face aux crises mondiales

P.2



À Pouda, Yas Togo et la Fondation AXIAN bâtissent l'avenir



Un nouveau lycée pour transformer le destin de 311 élèves

P.7

Affaire OTR et NSIA Assurance
Les vraies questions que personne ne pose

P.4

Yas

Vis l'instant Yas
YasApp
 L'app tout-en-un qui simplifie ton quotidien!

Scanne, télécharge et utilise gratuitement la YasApp. Profite en plus d'1 Go de bonus offert!

OTR NSIA Assurance

NSIA ASSURANCE | **OTR**

Aéroport International Gnassingbé Eyadéma de Lomé

DIX ANS APRÈS, UN HUB INCONTOURNABLE QUI VISE 5 MILLIONS DE PASSAGERS

Dix ans après la mise en service de sa nouvelle aérogare, l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma confirme pleinement son rôle stratégique dans le paysage aérien ouest-africain. Réalisée par des entreprises chinoises, cette infrastructure a marqué un tournant décisif dans la modernisation de la plateforme aéroportuaire de Lomé, désormais mieux adaptée aux standards internationaux et aux exigences croissantes du trafic aérien.

Depuis cette transformation, la dynamique de croissance ne s'est pas démentie. Porté par une vision ambitieuse, le Togo affiche clairement son objectif d'atteindre 5 millions de passagers à l'horizon 2045, traduisant une volonté affirmée de positionner durablement Lomé comme une porte d'entrée majeure en Afrique de l'Ouest.

Cette progression repose en grande partie sur les performances de la compagnie Asky Airlines, dont le hub principal est établi dans la capitale togolaise. À partir de Lomé, elle assure quotidiennement de nombreuses liaisons, contribuant à renforcer la connectivité régionale et internationale du pays et à consolider son attractivité.

Parallèlement, de nouveaux projets structurants viennent soutenir cette dynamique. L'extension du terminal figure parmi les priorités, tout comme la construction d'un hôtel DoubleTree by Hilton Lomé de 165 chambres, destiné à améliorer l'accueil des passagers et à diversifier les services offerts sur la plateforme.

La forte proportion de voyageurs en transit conforte la pertinence de ces investissements, illustrant le positionnement stratégique de Lomé sur les grandes routes aériennes du continent. Au fil des années, la capitale togolaise s'impose ainsi comme un hub aérien incontournable, capable de rivaliser avec les principales plateformes de la sous-région et de soutenir les ambitions économiques du pays.

La rédaction

Lomé et Ottawa resserrent les rangs

UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE RENFORCÉ ENTRE LE TOGO ET LE CANADA

Le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, a reçu en audience le samedi 18 avril 2026 la Haute-Commissaire du Canada, Myriam Montrat, dans un contexte marqué par la volonté commune de consolider les relations d'amitié et de coopération entre Togo et le Canada.

Au cœur des échanges, la diversification du partenariat économique s'est imposée comme un enjeu stratégique majeur. Les deux parties ont exploré les pistes susceptibles de renforcer les échanges commerciaux et d'élargir les opportunités d'affaires entre les deux pays, déjà liés par une coopération dynamique dans ce domaine.

La rencontre a également permis d'aborder les questions de paix et de sécurité, considérées comme des leviers essentiels pour garantir la sta-



bilité et l'attractivité du Togo dans un environnement régional en mutation. Sur ce point, la diplomate canadienne a salué les efforts déployés par les autorités togolaises en faveur de la consolidation de la paix, tant dans la sous-région qu'à l'échelle du continent africain. Réaffirmant l'engagement du Ca-

nada, Myriam Montrat a indiqué la volonté d'Ottawa de renforcer davantage la coopération bilatérale et d'accompagner le Togo dans ses initiatives visant à promouvoir la paix et la stabilité en Afrique.

Au-delà des questions sécuritaires et économiques, le partenariat entre les deux pays s'illustre également à travers le soutien du Canada à plusieurs projets de développement au Togo, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé globale et de l'égalité du genre, des domaines clés pour un développement inclusif et durable.

Cette audience vient ainsi confirmer la solidité des liens entre Lomé et Ottawa, tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour un partenariat encore plus ambitieux et mutuellement bénéfique.

La Rédaction

Washington

LE TOGO ACCÉLÈRE SES RÉFORMES ET SÉCURISE DE NOUVEAUX LEVIERS FINANCIERS FACE AUX CRISES MONDIALES

En marge des Réunions de Printemps du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), tenues du 13 au 18 avril 2026 à Washington DC, le Togo a intensifié ses discussions avec ses partenaires techniques et financiers, affichant une volonté claire d'accélérer ses réformes économiques tout en renforçant sa résilience face aux chocs mondiaux.

Conduite notamment par Sandra Ablamba Johnson, aux côtés de responsables des secteurs des finances et de l'énergie, la délégation togolaise a multiplié les rencontres bilatérales stratégiques. Ces échanges ont permis d'identifier des réponses concrètes aux crises actuelles, notamment à travers l'activation d'instruments rapides de gestion de crise, le déploiement de mécanismes de garanties financières et la mise en place de dispositifs de protection sociale ciblée pour les populations vulnérables.

Les discussions ont également débouché sur des orientations structurantes visant à anticiper les risques futurs. Parmi les priorités retenues figurent la prévention des fragilités économiques, la sécurisation foncière, ainsi que l'accélération des investissements dans des secteurs clés tels que l'énergie, le numérique et l'agriculture. L'objectif affiché est de renforcer durablement la résilience de l'économie togolaise.

Sur le plan financier, ces rencontres ont ouvert la voie à de nouvelles perspectives de financement, mieux alignées sur les priorités nationales. Le Togo entend notamment capita-



liser sur les partenariats public-privé, mobiliser davantage d'investissements privés et poursuivre des réformes propices à la transformation structurelle de son économie. Les autorités togolaises ont salué l'engagement constant des partenaires, notamment Ousmane Diagana et Marie-Chantal Uwanyiligira, pour la qualité des échanges et leur soutien au développement du pays.

Dans cette dynamique, le ministre de l'Économie et des Finances, Es-sowè Georges Barcola, a réaffirmé la détermination du gouvernement à poursuivre et approfondir les réformes économiques et financières. Celles-ci portent notamment sur la maîtrise de la dette publique, la mobilisation accrue des recettes intérieures, l'amélioration de la qualité des dépenses publiques et la consolidation d'un environnement favorable au secteur privé.

Le Togo réitère par ailleurs son engagement à maintenir une coopéra-

tion étroite avec les institutions de Bretton Woods, dans une logique de gestion macroéconomique prudente, orientée vers une croissance durable et inclusive.

Figure centrale de cette stratégie, Sandra Ablamba Johnson, également gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale depuis 2021, joue un rôle clé dans la mise en œuvre des réformes, l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la coopération financière internationale.

Le partenariat entre le Togo et la Banque mondiale s'inscrit désormais dans une nouvelle phase couvrant la période 2025-2029, avec un accent particulier sur les réformes structurelles. Celles-ci concernent notamment la digitalisation de l'économie, la gouvernance fiscale et le renforcement des droits des femmes, autant de leviers jugés essentiels pour soutenir une croissance inclusive et durable.

La rédaction

Le Messenger

Diplomatie régionale

LOMÉ SÉDUIT L'AES AVEC SA NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE

À Lomé, le Togo a dévoilé une nouvelle stratégie ambitieuse pour le Sahel sur la période 2026–2028, misant sur le dialogue, la coopération et une ap-

l'émergence de l'Alliance des États du Sahel. Pensée comme une réponse adaptée aux réalités actuelles, cette stratégie remplace celle de 2021 et affirme



proche multidimensionnelle des crises sécuritaires. Portée au plus haut niveau de l'État et saluée par les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) ainsi que par des experts africains, cette initiative consacre l'ambition de

une volonté claire : renforcer le rôle du Togo dans la stabilisation du Sahel tout en consolidant ses relations avec les pays voisins et les partenaires internationaux. Au cœur de cette vision, Lomé revendique une autonomie



Lomé de s'imposer comme un acteur clé de la stabilité régionale.

Une stratégie ambitieuse pour un Sahel en mutation

Le Togo marque un tournant décisif dans son engagement régional avec la présentation officielle, le 18 avril 2026 à Lomé, de sa nouvelle stratégie pour le Sahel (2026–2028). Portée par le ministre des Affaires étrangères Robert Dussey, cette feuille de route ambitieuse s'inscrit dans un contexte de recomposition géopolitique et sécuritaire marqué par la montée des menaces terroristes et l'évolution des alliances régionales, notamment avec

stratégique assumée, lui permettant de définir ses priorités tout en maintenant un équilibre dans ses partenariats.

Dialogue inclusif et adhésion des acteurs sahéliens

En marge de cette présentation, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu plusieurs délégations d'experts et d'acteurs de la société civile africaine. Parmi eux, Franklin Nyamsi, Bassolma Bazié et Bakary Sambe, qui ont unanimement salué la pertinence de l'initiative togolaise.

Les échanges ont mis en lumière une approche fondée sur le dialogue, la responsabilité partagée et la recherche



de solutions africaines aux défis sécuritaires. Cette démarche a également reçu l'adhésion des représentants de l'AES, à l'image de Abdoulaye Diop, qui a salué une méthode respectueuse de la souveraineté des États, insistant sur la nécessité d'une concertation inclusive.

Dans un contexte régional marqué par des tensions et des fractures, le Togo fait

munauté ouest-africaine.

Cinq piliers pour une réponse globale et durable

La stratégie Togo–Sahel 2026–2028 repose sur cinq piliers structurants qui traduisent une approche globale et

de diplomatie de proximité visant à renforcer la fraternité entre États.

Enfin, le cinquième pilier met en avant la coopération économique et l'intégration régionale, avec l'ambition de

multidimensionnelle. Le premier axe met l'accent sur le renforcement du dialogue politique, afin de consolider la confiance et prévenir les tensions. Le deuxième pilier est consacré à la diplomatie et à la coopération régionale et internationale, avec pour objectif de favoriser le multilatéralisme et la convergence des actions.

La sécurité constitue le troi-

désenclaver le Sahel en développant des corridors logistiques et commerciaux, en s'appuyant notamment sur les atouts stratégiques du Togo.

À travers cette stratégie, Lomé affirme son ambition de jouer un rôle de facilitateur et de médiateur dans une région en quête de stabilité durable. En combinant



ainsi le pari du dialogue et de la construction de ponts. Une orientation réaffirmée par Robert Dussey, qui souligne que les pays sahéliens ne sont pas de simples partenaires, mais des membres à part entière d'une même com-

sième pilier, centré sur la lutte contre le terrorisme, le renforcement des capacités opérationnelles et la coordination du renseignement. Le quatrième axe privilégie le bon voisinage et la cohésion pacifique, dans une logique

sécurité, développement et diplomatie, le Togo se positionne comme un acteur clé capable de fédérer les énergies africaines et internationales autour d'une vision commune pour le Sahel.

LM

Affaire OTR et NSIA Assurance

LES VRAIES QUESTIONS QUE PERSONNE NE POSE

Entre montants contestés, chronologie incohérente et silence d'une compagnie d'assurances réglementée, l'affaire mérite qu'on s'interroge avant de condamner.

Ce que l'on sait réellement sur les dépôts

Dans cette affaire, un seul fait est documenté : un dépôt supposé de 100 millions de francs CFA effectué par Mme Donko Bileyo auprès de NSIA Assurance, dans le cadre de l'ouverture d'un contrat d'assurance-vie au bénéfice de ses enfants. Selon nos sources, Mme Donko Bileyo ne nierait pas ce dépôt.

Par contre qu'en est-il des autres montants évoqués — 500 millions, puis 300 millions de francs CFA — qui n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune pièce vérifiée et publiquement établie. L'écart entre ces chiffres et le seul dépôt documenté est considérable. Il en est de même de supposés dépôts réguliers et mensuels de cen-

taines de millions. Tout ceci appelle une question simple : sur quelle base ces montants ont-ils été avancés ?

Une chronologie qui ne tient pas

Un élément factuel, pourtant central, semble avoir échappé au débat public. Les révélations initiales font état de dépôts effectués en décembre 2025, janvier 2026 et février 2026. Or selon les informations, le compte n'a été ouvert qu'en mars 2026 suivi le même jour d'un dépôt. Depuis ce dépôt, a-t-il eu d'autres opérations et ce depuis ? La question reste posée et seule NSIA Assurance pourrait aider à élucider cette question.

Certes, cette incohérence peut ne pas être un détail. Mais elle est au cœur de la crédibilité des allégations. Et elle appelle une clarification urgente de la part de NSIA Assurance — non pour protéger dame Donko Bileyo, mais pour rétablir les faits avec rigueur.

Si NSIA a accepté le dépôt, qu'est-ce que cela signifie ? C'est peut-être la question la plus importante que personne ne pose clairement. NSIA Assurance est une compagnie réglementée, soumise aux dispositions du Code CIMA et

réglementaires, jugé l'origine des fonds conforme. Autrement dit : NSIA a elle-même validé la traçabilité de ces fonds au moment du dépôt. Une compagnie d'assurances qui respecte la réglementation ne peut pas accepter un dépôt

laisse prospérer des allégations que ses propres procédures internes pourraient peut-être infirmer.

L'opinion publique togolaise, prompte à réagir — et c'est son droit — mérite d'être nourrie de faits vérifiés plutôt que d'allégations amplifiées. Accuser un fonctionnaire de détournement sur la base d'une capture d'écran non authentifiée, de montants non étayés et d'une chronologie qui ne tient pas, c'est rendre un mauvais service à la justice que l'on dit vouloir.

La procédure judiciaire en cours — CENTIF, procureur, juge d'instruction — est précisément là pour établir les faits. Mme Donko Bileyo a elle-même saisi la justice, manifestant ainsi sa confiance dans les institutions. Laissons ces institutions faire leur travail.

En attendant, la vraie question n'est pas de savoir si un fonctionnaire a épargné. La vraie question est : d'où viennent les informations qui circulent ? Qui les a fait sortir ? Et pourquoi une compagnie d'assurances soumise au secret professionnel n'a-t-elle pas réagi pour contester des documents qui portent son nom ?

LM



aux réglementations en vigueur en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Dans ce cadre, aucun dépôt ne peut être accepté sans vérification préalable de l'identité du client et de l'origine des fonds. C'est une obligation légale, pas une option. Si NSIA a accepté le dépôt de 100 millions, c'est qu'elle a, conformément à ses procédures internes et à ses obligations

dont elle conteste l'origine. Si le dépôt a été accepté, c'est que l'origine a été vérifiée et jugée régulière.

Dès lors, la question qui s'impose est celle-ci : pourquoi NSIA Assurance ne dit-elle pas simplement ce qu'elle a ou n'a pas vérifié au moment de l'ouverture du contrat ? Son silence, au nom du secret professionnel, est compréhensible dans son principe. Mais il devient problématique lorsqu'il

Istanbul

HADJA MÉMOUNATOU IBRAHIMA APPELLE À ROMPRE AVEC L'INDIFFÉRENCE

À Istanbul, la 152e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) a rassemblé plus de 130 délégations autour d'un thème aussi pressant qu'universel : « Cultiver l'espoir, consolider la paix et assurer la justice pour les générations futures ».

toujours par atteindre chaque nation. Face à cette réalité, elle a insisté sur une vérité essentielle : seule la coexistence pacifique peut constituer une issue durable aux crises. « Acceptons-nous dans nos différences. La diversité de chacun fait la richesse de tous », a-t-

ton solennel, elle a appelé à refuser toute indifférence face aux drames humains : « La clarté est une forme de courage. L'ambiguïté, trop souvent, n'est que complicité ». Dans son allocution, Hadja Mémounatou n'a pas éludé les défis structurels qui compromettent la paix durable, citant notamment la faim qui touche des centaines de millions de personnes, les effets dévasta-

tion de la délégation du parlement de la CEDEAO, s'est inscrite dans une dynamique concrète de renforcement de la diplomatie parlementaire africaine. En marge des travaux, la Présidente du Parlement de la CEDEAO a échangé avec son homologue de l'East African Legislative Assembly (EALA), ouvrant de nouvelles perspectives de coopération entre institutions parlementaires du continent. Les discussions ont mis en lumière une convergence d'ambitions en matière d'intégration africaine, mais aussi la nécessité de relancer un dialogue resté en suspens.

une référence inspirante. Cette présence active à Istanbul confirme le rôle du parlement de la CEDEAO comme acteur engagé dans la consolidation du parlementarisme africain. S'agissant du Togo son pays, Hadja Mémounatou a indiqué que sous l'impulsion du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, la diplomatie togolaise continue de se distinguer par sa constance et sa volonté de porter les aspirations communes des peuples. Dans un monde en quête de repères, le message porté par la présidente du parlement de la CEDEAO depuis Istanbul



Dans ce cadre de haute portée diplomatique, la sous-région Ouest Africaine (CEDEAO) s'est illustrée à travers la voix de la togolaise Hadja Mémounatou IBRAHIMA, Présidente du Parlement de l'institution, une intervention qui a marqué les esprits par sa gravité et sa clarté.

elle plaidé, dénonçant les logiques d'exclusion comme ferment des conflits.

Une diplomatie parlementaire africaine en mouvement

Portant la voix de l'Afrique de l'Ouest, Hadja Mémounatou IBRAHIMA a également réaffirmé des principes fondamentaux du droit international, notamment le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, évoquant sans détour plusieurs foyers de tensions mondiales, de Gaza à l'Ukraine, en passant par le Sahel. Dans un



teurs du changement climatique et les risques liés à une intelligence artificielle non régulée. Elle a appelé les parlements à agir concrètement : promouvoir l'éducation à la paix, soutenir la diplomatie parlementaire dans les zones en crise et garantir une plus grande inclusion des femmes et des jeunes dans la vie politique. Au-delà du discours, la parti-

Les deux parties ont ainsi convenu de promouvoir la mise en place d'un cadre de concertation entre parlements communautaires africains, visant à harmoniser les pratiques, partager les expériences et coordonner les actions. Dans cette optique, une mission d'étude auprès de l'EALA est envisagée, ses procédures étant perçues comme

se veut un appel à l'action collective. Refuser l'indifférence, défendre la dignité des peuples et bâtir une coopération parlementaire renforcée apparaissent désormais comme des impératifs pour espérer léguer aux générations futures un monde plus juste, plus stable et résolument tourné vers la paix.

La rédaction

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 20 AU 27 AVRIL 2026

PHARMACIE A DIEU LA GLOIRE Légbassito, non loin du marché 93 26 36 00	23 38 07 44	92 01 11 00
PHARMACIE ABRAHAM Agoè Lohopé Kossigan 22 50 10 00	PHARMACIE DJIDJOLE 93 rue Pya BP 8539 22 25 65 12	PHARMACIE NOTRE DAME DE LA TRINITE 30, Bd. De la paix, super Taco, BP 60154 98 46 50 88
PHARMACIE ACTUELLE Route ségbé, sagbado, BP 3622 22 51 11 72	PHARMACIE DU CAMPUS Bd. De la Kara, adéwui, BP 20217 96 80 08 85	PHARMACIE OSSAN Carrefour d'Avédji, BP 869 70 40 44 25
PHARMACIE ADIDOGOME Avenue du 30 Août, adidogomé, 04 BP 224 Lomé 04 22 25 54 85	PHARMACIE DU CHATEAU D'EAU Avenue augustino de souza, bè château, BP 60141 22 21 57 51	PHARMACIE RAOUDHA 4495, Bd. Du Zio, Hédzranawoé, 3 BP 30153 91 61 33 32
PHARMACIE APOLLON Hétsiavi, avédji, 08 BP 80507 70 41 01 07	PHARMACIE EXCELLENCE Sur la voie de la CEDEAO, Agoè Emakpoe, 05 BP 977 22 51 77 87	PHARMACIE ROBERTSON 31 avenue François Mitterrand, nyékonakpoè, BP 81670 22 22 28 41
PHARMACIE ASSURANCE Adétikopé, Nationale N° 1, non loin du marché 93 08 76 76	PHARMACIE FOREVER 142, avenue des kondona, forever, BP 4884 22 26 11 77	PHARMACIE SAG'BIBA Agoè - Nanégbé, à côté de la station T-OIL 91 83 87 83
PHARMACIE BEL AIR 1 rue du commerce, face cinéma OPERA BP 13115 22 21 03 21	PHARMACIE KELEGOUGAN Agoè-Kélégougan voie contournement à 100 m du Total Kélégougan et du bar Obrigado 92953838	PHARMACIE SAINT JOSEPH Rue Bretelle, Avenue de la RP, Bè Klikamé, BP 13000 22 25 74 65
PHARMACIE BIEN ETRE Boulevard du haho, hédzranawoé, BP 2933 22 26 45 16	PHARMACIE KOBOYO DAVIE, route nationale N°1 avant le péage de Tsévié en face de la station Sanol 93704812	PHARMACIE SAINT MICHEL Près de la Brasserie BB, 05 BP 201 22 51 70 22
PHARMACIE CLEMENCE Route de la Cour d'appel, entre la CEET et l'Ecole privée LA SOURCE 70 19 35 35	PHARMACIE KPEHENOU Boulevard Felix Houphouët Boigny, BP 12470 22 21 32 24	PHARMACIE SANTA MADONA Kégué, face Kader COUGBADJA et l'Eglise catholique Ste Thèrese 70 01 03 03
PHARMACIE DE L'EDEN Route d'Anèho, face à la cité Baguida 70 42 13 98	PHARMACIE LA PATIENCE Djagblé à 300 mètres du CMS Ayo-kléfé 70052339	PHARMACIE SIKA DJAGBLE, Hiheatro à 200m du complexe scolaire la Persévérance, Rte Akakpoe - Gbamakopé 92620651
PHARMACIE DE LA LIBERATION 199 avenue de la libération, tokoin trésor, BP 12045 22 22 25 25	PHARMACIE LA RUCHE Attiegou derrière la clôture de l'aéroport voie menant au Grand Contournement, non loin de l'école les Savoirs 91541616	PHARMACIE SILOE Carrefour Atigangomé, Adidogomé A pédokoe, 07 BP 7189 90 80 26 39
PHARMACIE DE LA MARINA Sur la RN2, BD du Mono en face de la poste frontière d'Aflao Kodjoviakopé 22214846	PHARMACIE LA SHEKINAH Ationé, Carrefour Amadenta 93339205	PHARMACIE VIGUEUR 267, rue Agbalépédo, 05 BP 02 22 51 63 30
PHARMACIE DE L'ESPERANCE Rue de l'ogou, en face du lycée française nyékonakpo, BP 719 22 21 01 28	PHARMACIE LE PROGRES Akodésséwa Kponou (Zorro-bar), 06 BP 60986 22 35 86 55	PHARMACIE VITAS Agoè Assiyéyé, 13 BP 2044 22 25 63 43
PHARMACIE DE L'UNION Bd ; mafakassa Bè KPOTA BP 2735 22 27 71 64	PHARMACIE LIDDY Agoè - Dikamé, Bernard Copé après la station CAP en face du Camp Fir 70901960	PHARMACIE WASTINE Adidogomé Logoté, à 400m du carrefour Logoté sur la route menant au quartier Lankouvi 92611700
PHARMACIE DE SEGBE Ségbé, quartier Zanvi,, près de l'EPP et du CEG Ségbé 92 59 49 35	PHARMACIE MATHILDA Rue des Evalas, Aflao Gakli, 05 BP 524 22 51 15 34	PHARMACIE YESHUA Agoè - Vakpossito vers l'école NDE, entre le CMS Mur et le CMS Maranatha 98772153
PHARMACIE DENIS Agoè Kové, Carrefour KPOGLI 93 08 46 40	PHARMACIE MILLENAIRE Adidoadin, 05 BP 64 22 51 64 31	PHARMACIE ZILIDJI Derrière le marché d'Agoè Zongo 92616608
PHARMACIE DES OLIVIERS 266 boulevard Félix Boigny, Akodésséwa, BP 8480 22 27 01 34	PHARMACIE NELLY'S Klémé Agbokponou, non loin du château d'eau sur la voie de Ségbé à San-guéra	PHARMACIE ZONGO Togblékopé carrefour Hermann entre Orabank et la station Sanol Togblékopé 70 49 96 55
PHARMACIE DIEUDONNE Route LEO 2000, non loin de FUCEC, Agoè-Téléssou, BP 7951		

Paix en Afrique de l'Ouest

KOVI ADANBOUNOU INVESTI D'UNE MISSION CRUCIALE

Le député togolais Kovi Adanbounou franchit un cap stratégique sur l'échiquier régional en étant désigné Chargé de Missions et de Coordination des activités du Médiateur en Chef dans le cadre du dialogue entre la CEDEAO et l'Alliance des États du Sahel (AES). Cette nomination le place en première ligne d'un processus de médiation crucial, à un moment où les tensions politiques et sécuritaires continuent de fragiliser l'espace ouest-africain. Saluée par le CJD-AFRIQUE et ses partenaires à travers un message officiel, cette désignation est perçue comme un signal fort en faveur du renforcement des mécanismes de concertation régionale.

Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires persistants et des divergences institutionnelles, la mission confiée à Kovi



Adanbounou s'annonce délicate mais déterminante. Il lui reviendra de coordonner les initiatives de dialogue, de faciliter les échanges entre les différentes parties et de soutenir les efforts de stabilisation engagés dans la sous-région. Pour les organisations ayant exprimé leur soutien, ce choix consacre non seulement ses compétences, mais aussi son engagement constant en faveur de la gouvernance et de la paix.

Alors que la CEDEAO s'efforce de maintenir ses dispositifs de prévention et de gestion des conflits, le nouveau Chargé de Missions devra jouer un rôle clé dans le maintien des canaux de communication entre les institutions régionales et les États concernés. Dans un climat parfois marqué par des désaccords profonds, sa capacité à instaurer la confiance et à bâtir des ponts sera déterminante pour faire avancer le processus de médiation.

Au-delà de sa portée immédiate, cette nomination illustre une dynamique plus large visant à mobiliser des profils engagés dans la consolidation de la paix et de la coopération en Afrique de l'Ouest. Le CJD-AFRIQUE et ses partenaires ont d'ailleurs adressé leurs vœux de réussite à Kovi Adanbounou, exprimant leur confiance en sa capacité à contribuer efficacement à cette mission stratégique au service de la stabilité régionale.

La rédaction

Pour vos annonces et publicités, contactez-nous au 90 26 15 54

**Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61**

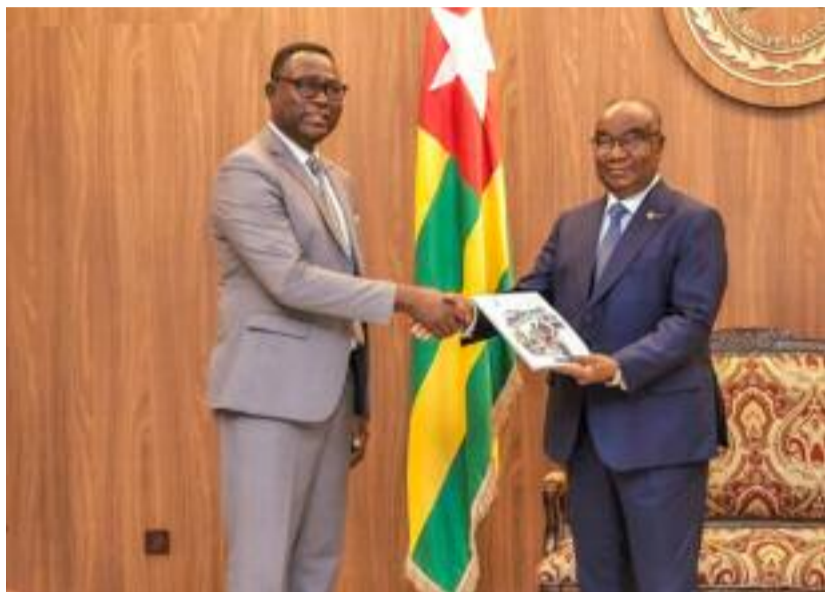
**Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma
Contact: 90 04 71 59
E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr**

Protection des droits humains au Togo

CE QUE RÉVÈLE LE RAPPORT 2025 DE LA CNDH

La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) franchit une nouvelle étape dans l'accomplissement de ses missions avec la remise officielle de son rapport d'activités 2025 au Président de

légation de l'institution a ainsi respecté une exigence légale majeure inscrite dans son fonctionnement, consistant à rendre compte de ses activités devant la représentation nationale. Créée au début des années 2000



l'Assemblée nationale, Komi Selom Klassou. Cette démarche a été faite le lundi 20 avril 2026 à Lomé. Conduite par son président, Kwao Ohini Sanvee, la dé-

mande dans un contexte de renforcement de l'État de droit et d'ouverture démocratique, la CNDH joue un rôle central dans la promotion et la protection des



droits de l'homme au Togo. Institution indépendante, elle est chargée notamment de veiller au respect des libertés fondamentales, de traiter les plaintes des citoyens, de mener des enquêtes et de formuler des recommandations aux pouvoirs publics afin d'améliorer le cadre juridique et institutionnel en matière de droits humains.

La rencontre avec le Président de l'Assemblée nationale s'inscrit dans cette logique de redevabilité et de transparence. «

Nous avons posé ce matin un acte qui relève de notre devoir légal », a souligné Me Kwao Ohini Sanvee, précisant que le document présenté retrace l'ensemble des actions menées par la Commission au cours de l'année écoulée.

Le rapport met en lumière des avancées notables dans plusieurs domaines liés aux droits humains, tout en pointant des défis persistants. Il formule également des recommandations destinées à renforcer la protection des droits fondamentaux et

à consolider les acquis enregistrés ces dernières années.

Prochaine étape de ce processus, la présentation détaillée du rapport devant la commission des droits de l'homme de l'Assemblée nationale, où il fera l'objet d'un examen approfondi. À travers cette démarche, la CNDH et le Parlement réaffirment leur engagement commun à œuvrer pour un meilleur respect des droits de l'homme et pour le renforcement continu des institutions démocratiques au Togo.

LM

LES JOURNALISTES, NOUVEAUX AMBASSADEURS DE L'ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE

La Coordination des Organisations de Presse du Togo (CONAPP, URATEL, PPT, ATOPEL, UJIT, SYNJIT, OPPEL), en collaboration avec la CNSS et l'INAM, a organisé le jeudi 16 avril 2026 à Kara (420 km de Lomé), une formation sur l'Extension de l'Assurance Maladie Universelle (AMU) aux Travailleurs Non-Salariés à l'endroit des professionnels de médias.

Cette initiative vise à lancer les prestations de l'AMU en faveur des journalistes togolais, créer un cadre de concertation durable entre les médias et les structures de gestion de l'AMU, outiller les journalistes pour vulgariser efficacement l'AMU auprès des citoyens.

Cette journée de formation et d'échange selon Germain POULI, président du Conseil National des Patrons de Presse du Togo (CONAPP), est une opportunité unique pour les participants d'acquiescer les outils nécessaires afin de mieux informer, sensibiliser et accompagner les concitoyens dans l'adhésion à l'Assurance Maladie Univer-

selle.

"Les journalistes sont les relais naturels de l'information. Nous avons la responsabilité de vulgariser les mécanismes de l'AMU, d'expliquer avec des mots simples et accessibles ses avantages concrets, et de porter la voix de cette réforme jusque dans les villages les plus reculés", a-t-il affirmé. Le Président du CONAPP a également souligné que cette rencontre marque une étape historique pour la profession. Pour lui, les journalistes togolais, notamment de la presse privée, ont été trop longtemps, en marge des dispositifs de protection sociale.

"Trop souvent, nous avons vu des confrères, passionnés par leur métier, incapables de se soigner lorsqu'ils étaient frappés par la maladie, faute de couverture médicale. Aujourd'hui l'extension de l'Assurance Maladie Universelle aux Travailleurs Non-Salariés, et en particulier aux journalistes, marque une avancée majeure pour notre profession", a fait savoir Germain POULI

De son côté, Franck Missite,



directeur de cabinet au ministère de la Communication et des Médias, a indiqué que l'extension de l'Assurance Maladie Universelle aux Travailleurs Non-Salariés constitue un progrès remarquable dans la consolidation du système de protection sociale. Elle incarne selon lui, la volonté affirmée des autorités de garantir à chaque citoyen quelque soit sa situation professionnelle, un accès équita-

ble à des soins de santé de qualité.

"Dans ce processus, le journaliste occupe une place importante. Acteur de premier plan dans la production et la diffusion de l'information, vous êtes autant des bénéficiaires que des vecteurs de sa compréhension par le grand public. Il est donc opportun de vous consacrer une initiative spécifique non seulement pédagogique mais aussi opéra-

tionnelle. La rencontre de ce jour répond à cette double exigence", a poursuivi Franck Missite.

L'AMU: Une couverture santé pour tous, procédure d'adhésion et conditions d'accès aux prestations, contribution des médias à la vulgarisation de l'AMU sont entre autres thématiques abordées au cours de la rencontre.

AfiRachel

Stabilité au nord

LOMÉ ET L'ONU INSTALLENT UN MÉCANISME D'ALERTE ET DE MÉDIATION

Le Togo et les Nations Unies renforcent leur coopération sécuritaire dans une région sous tension. À l'occasion d'une cérémonie officielle, tenue le vendredi 17 avril 2026, le ministre de la Sécurité, Calixte Batossie Madjoulba, a procédé à l'inauguration du Bureau des Nations Unies pour la région des Savanes, en présence du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Leonardo Simão. Cet événement marque le lancement d'un projet conjoint ambitieux de prévention des violences, financé par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix. Dans une région confrontée à des tensions ré-

currentes, notamment liées aux conflits fonciers, à l'accès aux ressources en eau et aux rivalités entre éleveurs et agriculteurs, l'initiative vise à agir en amont pour éviter l'escalade des crises. Au cœur du dispositif, la promotion d'une gestion inclusive et apaisée des ressources naturelles ainsi que le renforcement de la sécurité communautaire. Le projet prévoit la mise en place de mécanismes de dialogue et de médiation, afin de régler les différends à la base et prévenir toute dérive violente dans cette zone exposée aux influences sécuritaires du Sahel.

Pour les autorités togolaises, cette nouvelle étape illustre la solidité du partenariat



avec l'ONU. Calixte Batossie Madjoulba a salué une initiative en parfaite cohérence avec les priorités nationales en matière de paix, de sécurité et de développement,

soulignant la nécessité d'anticiper les crises plutôt que d'y répondre dans l'urgence. De son côté, Leonardo Simão a mis en avant le rôle croissant du Togo dans les efforts de médiation régionale, tout

L'installation de ce Bureau des Nations Unies dans les Savanes marque ainsi une avancée stratégique. Elle permettra un suivi de proximité des actions engagées et une meilleure réactivité face aux

en réaffirmant l'engagement des Nations Unies à accompagner le pays face aux défis sécuritaires, notamment ceux liés à l'instabilité du Sahel.

signaux d'alerte, dans une région désormais au cœur des enjeux de stabilité du nord togolais.

La rédaction

À Pouda, Yas Togo et la Fondation AXIAN bâtissent l'avenir UN NOUVEAU LYCÉE POUR TRANSFORMER LE DESTIN DE 311 ÉLÈVES

Le canton de Pouda, dans la préfecture de Doufelgou, a vécu le 17 avril 2026 un moment fort pour l'éducation avec l'inauguration d'un nouveau bâtiment scolaire

nistratives et locales, témoignant de l'importance accordée à ce projet structurant pour la communauté. Sur place, les bénéficiaires ont découvert une infrastructure moderne compo-

construits ou réhabilités, permettant la scolarisation de plus de 56 000 enfants. À Pouda, cette dynamique prend un visage tangible, celui d'élèves désormais mieux outillés pour réussir leur parcours scolaire. Porté conjointement par Yas Togo et la Fondation AXIAN, le programme NUNYA confirme ainsi son impact croissant sur le territoire togolais. Avec cette neuvième réalisation, il étend son empreinte après des interventions à Dapaong, Lomé,



au Lycée Pouda, fruit du partenariat entre Yas Togo et la Fondation AXIAN. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme NUNYA, une démarche ambitieuse visant à améliorer durablement l'accès à une éducation de qualité, notamment dans les zones rurales du pays.

La cérémonie s'est déroulée en présence des responsables de l'entreprise, dont son Directeur Général Pierre-Antoine Legagneur, des équipes de Yas Togo, ainsi que des autorités admi-

stratives et locales, témoignant de l'importance accordée à ce projet structurant pour la communauté. Sur place, les bénéficiaires ont découvert une infrastructure moderne compo-

sée de quatre salles de classe, d'un bureau administratif, d'un magasin et de deux blocs sanitaires, conçue pour accueillir 311 élèves dans des conditions d'apprentissage nettement améliorées. Au-delà de l'ouvrage, cette réalisation traduit une vision partagée : faire de l'éducation un levier concret de développement. Depuis plus de quinze ans, la Fondation AXIAN multiplie les initiatives en Afrique et dans l'océan Indien, avec déjà 230 établissements



Blitta, Sokodé, Agou, Tchamba, Agoé-Nyivé et Kozah. L'objectif reste clair : réduire les inégalités d'accès à l'éducation et soutenir les politiques nationales en faveur d'un enseignement inclusif et de qualité. Pour Pierre-Antoine Legagneur, l'enjeu dépasse la simple construction d'infrastructures : il s'agit d'investir dans l'avenir.

Il rappelle que l'éducation constitue l'un des piliers du développement durable et insiste sur la volonté de Yas Togo d'accompagner les communautés dans leur ambition de donner à chaque enfant les moyens de construire son futur. À travers cette action, Yas Togo réaffirme son positionnement d'acteur engagé dans la transformation sociale, au-delà de

son rôle de leader des télécommunications au Togo et pionnier de la 5G dans la sous-région. Aux côtés de la Fondation AXIAN, le groupe démontre que l'investissement dans la jeunesse demeure l'un des leviers les plus puissants pour bâtir des sociétés plus équitables et résilientes.

La rédaction



Chers usagers de la route,
Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)